

Qui sont les Bana Mura décrits comme les responsables des pires exactions au Kasai ?

RDCongo Les témoignages des personnes qui ont fui le Kasai sont insupportables.

Le Conseil des droits de l'homme de l'Onu réuni à Genève la semaine dernière s'est finalement entendu pour envoyer une mission d'experts pour enquêter sur les massacres dans la province congolaise du Kasai. Mais les quarante-sept membres de cette institution onusienne ne sont pas parvenus à s'accorder pour exiger l'envoi d'une mission d'experts vraiment indépendante.

Kinshasa n'en voulait pas. Du coup, une tension est apparue entre le clan des pays africains, soucieux de ne pas embarrasser le président Kabila, et le groupe des Etats occidentaux qui, eux, voulaient une mission avec les pleins pouvoirs. Pour éviter une nouvelle crise entre les deux blocs, les Occidentaux ont baissé pavillon et accepté la version africaine qui laisse le contrôle de l'enquête à Kinshasa.

Samedi, dans la foulée de cet accord minimal, à Kinshasa, un conseiller spécial du secrétaire général de l'Onu a exhorté les autorités congolaises à "réduire la militarisation" du Kasai et favoriser le dialogue pour mettre fin

aux violences meurtrières entre l'armée congolaise et une rébellion qui perdure depuis septembre 2016.

"Il est urgent de réduire aujourd'hui la militarisation de la réponse gouvernementale et de privilégier la voix du dialogue avec toutes les parties au conflit", a déclaré Adama Dieng, conseiller spécial du secrétaire général de l'Onu chargé de la prévention du génocide lors d'une conférence de presse. "Il n'y a pas de génocide dans le Kasai. Il y a aujourd'hui une violence qu'il faut terminer, faire cesser, et le plus rapidement possible", a-t-il ajouté au terme de sa visite de six jours en RDC.

Pour prévenir de nouvelles atrocités dans le Kasai, M. Dieng a appelé la justice militaire congolaise à "accroître significativement ses efforts" pour poursuivre "avec la plus grande fermeté" et de manière "crédible et systématique" les responsables des crimes commis par les miliciens et par les forces de sécurité. Il a exhorté la justice militaire à solliciter "d'urgence" l'expertise internationale là où cela est "nécessaire".

Pas de crimes de guerre

En réponse à cet appel, le tribunal militaire de Mbuji-Mayi, au Kasai-oriental, a... abandonné samedi les charges de crime de guerre contre sept soldats poursuivis après un massacre présumé de civils. Le 18 mars

dernier, le parquet militaire avait annoncé l'arrestation de ces sept militaires dans le cadre de l'enquête sur une vidéo montrant ce qui apparaît comme un massacre de civils par des membres des Forces armées congolaises dans un village du Kasai-oriental.

"Sur décision du tribunal, nos sept clients ne seront plus poursuivis que pour des infractions du droit interne à savoir : meurtre, dissipation de munitions et outrage", a indiqué l'un des avocats.

"Prévisible", explique un autre avocat congolais proche, lui, des associations de défense des droits de l'homme. "Kinshasa sait désormais que l'enquête internationale sera gérable et n'a plus besoin de toute cette mise en scène qui crispe ses militaires."

Milice Bana Mura

Mardi 20 juin, le haut-commissaire aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, s'en était pris, lui, aux autorités congolaises. Il les accuse d'armer une milice menant d'"horribles attaques" contre les civils au Kasai. Les enquêteurs onusiens envoyés sur la frontière angolaise pour récolter les témoignages des Kasaiens qui ont fui les massacres

sont revenus avec le nom d'une milice : les Bana Mura. "Les Enfants de Mura", nom d'un cours d'eau du Katanga, près de la ville de Likasi.

Ces "Bana Mura" sont accusés d'avoir perpétré les pires crimes dans plusieurs villages du Kasai. Viols de femmes et d'enfants, massacres de villages entiers... les témoignages sont terribles.

"Les Bana Mura ? Ce n'est pas une milice, explique un ancien militaire congolais. C'est le nom donné à la garde présidentielle de Joseph Kabila."

Les Occidentaux ont accepté la version africaine qui laisse le contrôle de l'enquête à Kinshasa.

Un témoignage conforté par de nombreux autres. "Tout le monde les connaît à Kinshasa. Ils sont bien armés et bien mieux habillés que les autres militaires", explique un autre Kinois. "Les Bana Mura, c'est le nom des Katangais de la garde rapprochée du président. C'est une armée dans l'armée. Ils ne sont pas qu'à

Kinshasa mais partout où le président et sa famille disposent de biens à protéger. Si les Bana Mura sévissent au Kasai, comme le disent les réfugiés et comme l'a annoncé le haut-commissaire aux droits de l'homme, il ne faut pas chercher qui est derrière". conclut cet autre avocat.

H. Le.